

Jugement N°85/19/CJ/SII/TCC

du 11 avril 2019

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0140

-----

- 1- Rufin V. DAHLOUIN  
2- Albert DAHLOUIN  
(*Me Faustin ATCHADE*)

C/

Benoît Zanclan ARABA  
(*Me YAYA POGNON*)

-----

OBJET

Paieement

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**SECTION II**

**CHAMBRE DE JUGEMENT**

**COMPOSITION**

**Président** : Romain KOFFI

**Assesseurs** : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public** : Mario Elonm METONOU

**Greffier** : Louis K. HOUNGBO

Débat le 14 mars 2019 ;

Jugement en premier ressort prononcé à l'audience  
publique du 11 avril 2019;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDEURS :**

**1- Rufin V. DAHLOUIN**, Agent de Sécurité Publique,  
de nationalité béninoise demeurant et domicilié à Abomey-  
Calavi, lieudit Tokan, Tél : 97 70 74 21 ;

**2- Albert DAHLOUIN** Agent commercial SIGMA  
CONFORT, de nationalité béninoise, demeurant et  
domicilié à Abomey – Calavi, lieudit Tokan Tél : 95 54 95  
60 ;

*Assistés de Maître Faustin ATCHADE, Avocat au Barreau du  
Bénin ;*

**DEFENDEUR :**

**Benoît ARABA**, Promoteur du collège PRIVE LA SAGESSE  
DIVINE, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à  
Cotonou, lieudit Akpakpa, Tél : 97 07 22 14 / 95 95 80 95 ;

*Assisté de Maître Yaya POGNON, Avocat au Barreau du Bénin ;*

**LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;  
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;  
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 05 février 2019, Rufin V. DAHLOUIN et Albert DAHLOUIN ont attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, Benoît Zancan ARABA pour obtenir le remboursement de la somme de 900.000FCFA et la paiement de la somme de 1.000.000FCFA à titre de dommages – intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute ;

Au soutien de leur action, Rufin V. DAHLOUIN et Albert DAHLOUIN exposent que Albert DAHLOUIN a déposé au domicile de Benoît ZANCLAN ses effets mobiliers ;

Que plus tard, il a mis ces effets en vente et Benoît ZANCLAN s'est proposé pour les acheter et a payé un acompte de 100.000FCFA et s'est abstenu de payer le solde ;

En réplique, Benoît ZANCLAN soulève l'incompétence du tribunal de commerce au motif que le contentieux relève du tribunal statuant en matière civile ;

Il affirme qu'il n'a jamais acquis un objet auprès de Albert DAHLOUIN ;

Que celui – ci a vendu une (01) unité centrale, un (01) écran et un (01) clavier à Calixte AKODJENOU pour un montant de 100.000FCFA et a encaissé les fonds ;

Que les effets informatiques déposés à son domicile sont toujours en place ;

Qu'il sollicite que la juridiction ordonne à Albert DAHLOUIN de retirer ses effets sous astreintes de

500.000FCFA par jour de retard ainsi que l'exécution provisoire sur minute ;

### **Sur la compétence du tribunal de commerce**

Attendu qu'au sens de l'article 51.2 de la loi n°2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi n°2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, le tribunal de commerce ne peut connaître de contentieux entre personnes physiques non commerçantes ;

Attendu que Albert DAHLOUIN, Rufin DAHLOUIN et Benoît DAHLOUIN sont tous des non commerçants ;

Que leur contentieux ne relève en rien du champ de compétence du tribunal de commerce ;

Qu'il y a lieu de se déclarer incompétent ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Se déclare incompétent ;
- Condamne Albert DAHLOUIN et Rufin DAHLOUIN aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**